

Daniel Bensaïd

Premier projet de plate-forme d'action

I. Un espoir à la mesure de la victoire

Le 10 mai, Giscard a été chassé. Le 21 juin, la grande coalition des partis bourgeois a été battue à plate couture. Comme le soulignait François Mitterrand le soir même de son élection, la majorité sociale est enfin devenue la majorité politique.

Autrement dit, les travailleurs ont porté à la présidence et au gouvernement les partis qui prétendent parler en leur nom : le Parti socialiste et le Parti communiste.

Jamais jusqu'à ce jour, ni sous le Front populaire, ni à la Libération, ces partis n'avaient disposé à eux seuls d'une aussi large majorité. Tellement large qu'elle ne leur laisse aucun prétexte pour collaborer avec la bourgeoisie et lui faire des concessions.

Jamais ils n'avaient eu entre leurs mains une telle concentration de moyens : la présidence de la République, la majorité absolue à l'Assemblée, le contrôle d'un nombre important de conseils généraux et de grandes municipalités.

Dans ces conditions, les travailleurs qui ont eu à subir des années d'austérité, de chômage, de restriction des libertés démocratiques, sont en droit d'attendre un changement effectif. Ils sont en droit d'exiger que le gouvernement se range à leurs côtés, et non plus du côté des patrons, dans la défense quotidienne de leurs droits et de leurs revendications légitimes pour faire face à la crise.

Nous sommes de ceux qui n'ont jamais cessé de répéter qu'il était nécessaire et possible de battre Giscard pour en finir avec l'austérité, Nous nous sommes engagés dans cette bataille,

alors qu'Edmond Maire annonçait comme fatale la réélection de Giscard et que le PCF misait sur la défaite de Mitterrand.

Dès septembre 1980, nous nous sommes mobilisés pour renverser le courant de la résignation : oui, Giscard peut et doit être battu ! Il faut battre la division pour battre Giscard.

Nous avons multiplié, partout où nous étions les initiatives pour faire avancer ce combat. Avec les collectifs d'union dans les luttes. Dans les syndicats en nous opposant à l'alignement des centrales sur la division des partis : au premier tour, vote sans préférence pour les candidats des partis ouvriers, au second désistement sans condition en faveur du candidat arrivé en tête. Pendant plus de six mois, le camarade Krivine a été le porte-parole inlassable de cette campagne : pour engager l'offensive sérieuse contre l'austérité, il faut franchir ensemble le premier pas, licencier Giscard.

Nous avons salué le résultat du 10 mai et du 21 juin comme une victoire pour tous les travailleurs. Et la bourgeoisie, CNPF en tête, ne s'y est pas trompée, qui a aussitôt multiplié les manœuvres, les menaces, le sabotage.

Voilà l'ennemi, et contre cet ennemi, nous continuerons à nous mobiliser, au premier rang.

Le PC et le PS sont majoritaires au gouvernement. Nous n'avons aucune illusion envers ce gouvernement. Il s'est engagé à respecter la propriété privée et les institutions de la V^e République, à rester sur le terrain, du capitalisme. Et nous sommes convaincus que, sur ce terrain, il n'y a pas de solution véritable aux problèmes des travailleurs.

Mais des millions et des millions de travailleurs ont placé leurs espoirs en ce gouvernement.

Nous sommes prêts à faire l'expérience avec eux et à tirer ensemble les leçons.

Contre la bourgeoisie, nous nous battons aux côtés du gouvernement dans la mesure,

et seulement dans la mesure, où il se comportera comme un allié des travailleurs. Nous soutiendrons de toutes nos forces les mesures positives qu'il prendra. S'il est attaqué par l'impérialisme ou la bourgeoisie, nous le défendrons contre ces ennemis qui sont les nôtres.

Nous serons pleinement partie prenante du mouvement unitaire profond qui, malgré la division des directions, est venu à bout de Giscard, et entend recueillir les fruits de sa victoire.

Mais nous ne confondons pas ce mouvement, qui doit se consolider sur le terrain de l'unité syndicale et prendre la forme d'un front uni de toutes les organisations ouvrières, avec la majorité gouvernementale et parlementaire étendue aux politiciens bourgeois, les Jobert et autres Crépeau.

Nous n'avons signé aucun accord de solidarité gouvernementale. Nous sommes solidaires et partie prenante de la mobilisation à venir des travailleurs. Mais nous gardons notre liberté et notre indépendance envers le gouvernement.

Les premières orientations du gouvernement Mauroy nous donnent déjà raison dans cette voie.

II. Deux voies sont ouvertes

Pendant la campagne électorale, François Mitterrand avait déclaré, lors d'un débat télévisé, qu'en cas de victoire, il jouirait d'un état de grâce. L'expression, depuis, a fait fureur.

Mais si on veut bien regarder les faits en face, il faut dire tout net que l'état de grâce a bon dos.

Du côté des promesses tenues, il faut relever la loi d'amnistie, la suppression de la Cour de sûreté de l'État, l'engagement à proposer la suppression de la peine de mort, l'abrogation

de la loi « sécurité et liberté », la dissolution des tribunaux militaires ; il faut enregistrer le relèvement des allocations familiales et du minimum vieillesse.

Du côté des promesses non tenues ou fortement révisées en baisse, la barque est déjà bien chargée. Le smic n'a été relevé que de 10 % au lieu de 20 %, et son augmentation ne doit être répercutée que sur les salaires inférieurs à 1,2 fois le smic (soit environ 3 000 F).

Le candidat Mitterrand annonçait la création de 210 000 emplois par an, dont 150 000 pour le secteur public. Le secteur public ne créera cette année que 55 000 emplois stables (alors qu'il y a déjà 80 000 auxiliaires dans la seule Éducation nationale). On parle également de 50 000 nouveaux emplois inscrits au budget 1982. À ce compte-là, il fallait dire clai-

rement qu'il s'agissait de 210 000 emplois en quatre ans et non par an.

Le candidat Mitterrand annonçait l'arrêt du programme nucléaire et l'achèvement des seules centrales déjà en construction. Seule la construction de Plogoff paraît aujourd'hui réellement abandonnée. La construction des autres centrales, y compris celles qui n'étaient pas commencées (Golfech, Nogent, etc.) est seulement freinée ou reportée après un débat que l'on annonce démocratique.

Le candidat Mitterrand se prononçait contre l'installation en Europe des missiles américains nucléaires Pershing et pour le retrait des missiles soviétiques. Le président Mitterrand n'a pas tardé à balayer les illusions de tous les mouvements qui, en Allemagne comme en Angleterre, s'opposent à la militarisation impérialiste de l'Europe : il s'est

prononcé sans ambiguïté pour l'installation des Pershing, préalablement à l'ouverture des négociations avec l'URSS.

Le candidat Mitterrand annonçait une réforme du service militaire, concernant sa durée notamment (le projet socialiste prévoyait la réduction à six mois), et l'exercice réel du droit des citoyens pour les soldats. Son ministre Hernu s'est empressé de brosser la hiérarchie dans le sens du poil en dénonçant les comités de soldats, en annonçant le maintien de la durée du service et la poursuite des essais nucléaires.

Il y a enfin le cas de tout un catalogue de promesses dont l'énumération était restée assez vague pour laisser une bonne marge d'interprétation. C'était le cas pour les nationalisations dont le contenu et les modalités ne sont pas encore précisés.

Cynisme bureaucratique

Quant au Parti communiste, il s'est empressé d'escamoter en un tournemain, les fameuses 131 revendications sur lesquelles Georges Marchais avait mené toute sa campagne. Dès le comité central du 16 mai, le même Marchais expliquait dans son rapport : « Nous avons les 131 propositions du plan de lutte que j'ai défendues lors de la campagne de l'élection présidentielle. Elles expriment ce que nous voulons, ce qui est nécessaire pour sortir le pays de la crise. Elles ont été approuvées par quatre millions et demi d'électeurs dont nous avons pour devoir d'être les porte-parole. Elles restent donc entièrement valables. Nous proposons de les considérer comme le programme général du parti pour l'avenir. » Et pour le présent ? Pour le présent, il faudra se contenter de « proposer au pays un ensemble d'objectifs d'action gouvernementale plus limité ».

En somme, le Parti communiste est allé à la bataille présidentielle avec une valise de revendications et de propositions bien pleine. Mais comme il ne définissait à aucun moment les moyens de les faire aboutir – l'unité dans les élections ou dans les luttes, la grève générale ou le gouvernement PS-PC – la valise était sans poignée.

Maintenant il y a des ministres communistes au gouvernement. Ils ont mis la main sur la poignée. Mais il n'y a plus de valise : les 131 propositions sont renvoyées à la saint-glinglin.

Mieux, Georges Marchais, se découvre subitement un accord presque complet avec la plate-forme présidentielle de François Mitterrand : « Avec mes camarades je me suis livré à un travail. Nous avons examiné les 110 propositions adoptées par le Parti socialiste en vue

de l'élection présidentielle et les propositions que François Mitterrand a fait pendant la campagne ; d'autre part, mes propres propositions. Et bien, je constate que sur plus de cent questions extrêmement importantes – touchant aux problèmes de l'économie, de la démocratie, touchant aux problèmes d'une politique extérieure indépendante de paix et de désarmement, nous avons des positions convergentes. C'est-à-dire que nous pouvons gérer et travailler ensemble sur la base d'une politique » (interview à FR3 le 11 juin 1981).

On croit rêver ! Ainsi, les longs mois de polémique et de division acharnée seulement parce que Marchais n'avait pas eu le temps de se livrer à un travail sérieux de lecture des propositions socialistes. Le cynisme bureaucratique n'a pas de limite.

C'était le cas pour la décentralisation.
C'était le cas pour le statut de l'audiovisuel.
C'était le cas pour la réforme de la Sécurité sociale.

Nous ne tarderons pas à être fixés.

Un premier constat s'impose d'ores et déjà. Si les engagements concernant la restauration des libertés sont tenus dans les grandes lignes, ce sont les engagements sociaux concernant les salaires et l'emploi qui sont corrigés en baisse.

Pourtant, la rigueur que réclamait Mauroy dans son discours-programme à l'Assemblée n'est pas aussi rigoureuse pour tout le monde. Dans une interview au *Monde*, Hernu, décidément en vedette, rassurait le corps des officiers quant au maintien des dépenses militaires. Or le budget militaire représente déjà 20 % du budget total. Le stock nucléaire de l'armée est déjà de 77 mégatonnes, soit de quoi faire 3850 Hiroshima, ni plus, ni moins. Comme pour confirmer les dires de son ministre, Mitterrand a annoncé la construction d'un septième sous-marin nucléaire, alors que l'État-major avait dû réclamer le sixième pendant plusieurs années.

Il faut savoir qu'un sous-marin nucléaire sans armement coûte 3, 5 milliards. Avec son armement et en comptant les frais de recherches il atteint les environs de 12 milliards. Soit presque autant à lui seul que l'ensemble de mesures sociales prises par le premier gouvernement Mauroy.

Tout cela n'est ni juste, ni réaliste.

Ce n'est pas juste, parce que les besoins au jour le jour de millions de travailleurs et de travailleuses ne sont pas moindres avec Mitterrand à l'Élysée et Mauroy à Matignon, qu'avec Giscard et Barre. On ne se nourrit pas de l'État de grâce et de l'air du changement.

Ce n'est pas réaliste, contrairement aux pré-

tentions du gouvernement, qui prétend consolider le changement en l'étalant dans la durée, en allant doucement pour aller loin. Ce qui est fait pour rassurer le patronat et la hiérarchie militaire n'aboutira qu'à les rendre plus arrogants et exigeants, à encourager tous leurs chantages. Et ça aboutira en revanche à décevoir et à démobiliser les travailleurs qui sont la seule véritable force et garantie d'un réel changement.

Ce n'est pas un problème de surenchère ou de précipitation, mais de direction : il s'agit de partir du bon pied et dans la bonne direction.

Or, deux voies sont d'ores et déjà ouvertes.

Celle des compromis avec la bourgeoisie sur le dos des revendications ouvrières. C'est celle des garanties offertes par Cheysson à l'impé-

rialisme, par Delors au patronat, par Hernu aux généraux.

Celle qui répond aux revendications des travailleurs et s'appuie sur leur mobilisation et leur compréhension pour s'attaquer aux racines de la crise et affronter tous les chantages. On ne peut pas davantage mélanger ces deux voies que marier l'eau et le feu.

III. Des exigences immédiates incompressibles

Le changement espéré par des millions et des millions de travailleurs le soir du 10 mai ne se limite pas à un changement de locataire à l'Élysée, ni à un renouvellement des bancs de l'Assemblée, ni à un mouvement préfectoral.

Il doit se traduire surtout et d'abord dans les entreprises et les chantiers, dans les quar-

État de grâce ou raison d'État ?

« Il n'est pas concevable que puissent exister, dans les armées françaises des comités de soldats tels qu'on nous les a décrits ou tels qu'ils ont existé dans le passé. S'il devait s'en trouver ici ou là je m'emploierai à faire en sorte de les dissoudre. » Charles Hernu à Antenne 2, le 2 juin. La meilleure solution pour faire disparaître les comités de soldats, « tels qu'ils ont existé dans le passé », consisterait simplement à reconnaître les droits syndicaux pour les soldats. Comment Hernu n'y a-t-il pas pensé ?

« Si je condamne le neutralisme, c'est que je crois que la paix est liée à l'équilibre des forces dans le monde. L'installation des SS 20 et des Backfire soviétiques rompt cet équilibre en Europe. Je ne l'accepte pas et j'admets qu'il faille armer pour retrouver le point d'équilibre. À partir de là, il faudra négocier. » François Mit-

terrand à l'hebdomadaire allemand Stern du 8 juillet. Rendez-vous est donc pris pour une négociation au sommet... de l'escalade !

« Dans la plupart des pays, les progrès accomplis en matière d'installations nucléaires nouvelles sont lents. Chacun d'entre nous œuvrera pour une meilleure acceptation de l'énergie nucléaire par le public, en sachant répondre aux craintes exprimées en matière de sécurité, de santé, de traitement des résidus et de non-prolifération nucléaire. » Extrait du communiqué final du sommet d'Ottawa le 21 juillet, et signé par le président de la République française. Au moins Mitterrand annonce la couleur, et ce n'est pas le vert : le but de la consultation démocratique annoncée sera de nous convaincre des bienfaits planétaires du nucléaire.

tiers et localités. Il doit répondre avant tout aux besoins les plus urgents des millions de salariés et de chômeurs qui sont, faut-il le répéter, devenus la majorité politique.

1. Et pour commencer, il faut leur rendre les moyens de vivre

Au printemps 1977, la CGT et la CFDT portaient d'un commun accord la revendication du smic à 2 200 F. Compte tenu de l'inflation, cela faisait 2 400 F au moment des législatives de 1978. Toujours compte tenu de l'inflation, cela aurait dû faire plus de 3 300 F au printemps 1981.

Or, le relèvement décidé par le gouvernement en juin porte le smic à peine au-dessus de 2 900 F. Pour le reste, on envisage un rattrapage progressif d'ici à 1984 ou 1985... Autrement dit, si les profits patronaux ne peuvent pas attendre, les salaires peuvent patienter. Pourtant, les fins de mois, elles, n'attendent pas.

Mais la question du pouvoir d'achat ne se réduit pas, loin s'en faut à l'augmentation du smic, même s'il s'agit d'un point de départ et d'une référence pour l'ensemble des salaires. Sous les coups des plans Barre, le pouvoir d'achat s'est dégradé.

Il doit être rétabli et amélioré par des augmentations uniformes de salaires, dont le montant doit être fixé par les syndicats dans les différentes branches. Ces augmentations ont le double avantage d'unifier tous les travailleurs autour d'une même revendication et de contribuer à un tassement vers le haut de la hiérarchie des salaires.

Il doit être garanti et préservé par l'application d'une échelle mobile des salaires, c'est-à-dire d'une augmentation automatique en pourcentage égale à l'augmentation des prix. En période de forte inflation, l'échelle mobile présente l'avantage de défendre dans l'unité le maintien du pouvoir d'achat de tous les salariés, de l'ouvrier spécialisé (OS) à l'ingénieur.

Nous sommes également contre tout salaire minimum de base inférieur au smic, pour l'abolition du salaire par poste et de toute forme de salaire au rendement, pour l'intégration des primes au salaire, pour l'application stricte du principe : à travail égal, salaire égal. La loi de 1972 sur l'égalité des salaires masculins et féminins n'est en effet toujours pas appliquée et les salaires féminins demeurent, à travail égal, inférieur d'un tiers environ aux salaires masculins.

Nous sommes pour la garantie d'une solde égale au smic pour les appelés et pour un revenu minimum garanti égal au smic pour tous les travailleurs de la terre.

2. Il faut s'atteler au rétablissement du plein-emploi

L'héritage du septennat de Giscard, c'est le chiffre accablant de 1 000 000 chômeurs reconnus, et probablement plus. En sept ans, le taux du chômage par rapport à la population active est passé de 2,5 % à près de 8 %.

C'est déjà une plaie familière pour quantité de travailleurs de travailleuses, et leurs familles. C'est déjà une menace pour les autres.

Il faut donc rétablir l'emploi de ceux qui en ont été privés et reconnaître le droit à l'emploi de ceux – et surtout celles – qui ne sont pas recensés actuellement sur ce qu'il est convenu d'appeler le marché du travail.

Dans leurs promesses électorales, le Parti socialiste s'engageait à la création de 210 000 emplois par an, et le Parti communiste à 500 000.

Pour y parvenir, ils mettaient tous deux l'accent sur l'importance de la réduction du temps de travail, et plus précisément la semaine de 35 heures sans diminution de salaires.

Il est dès à présent prévisible qu'on sera loin du compte. D'abord parce qu'il aurait fallu bloquer net les fermetures d'entreprises et les licenciements. Sinon le problème du plein-emploi risque de devenir celui du tonneau des Danaïdes : on embauche, d'un côté, mais on licencie, de l'autre.

C'est d'autant plus important que tout le monde savait qu'un grand nombre d'entreprises n'avaient retardé leur dépôt de bilan que pour des raisons électorales et à la demande expresse du gouvernement Barre. Aujourd'hui, ces licenciements planifiés vien-

Ministère du vœu pieu

« Je constate que les six propositions de François Mitterrand ont une double caractéristique : extrêmement vagues, d'une part, pour ce qui concerne les travailleurs, elles vont en revanche au-devant des souhaits du patronat. François Mitterrand parle d'une relance sélective de l'économie à partir du relèvement des bas revenus. Mais il ne dit pas que le montant du smic doit être porté à 3 300 F. Il ne s'agit donc que d'un vœu pieu. Il n'indique pas les moyens de

la relance. » Qui donc tenait ce langage énergique ? Georges Marchais en personne lors du Forum du plein-emploi organisé par L'Humanité le 25 février. Aujourd'hui le smic est à 2 900 F et pourtant il y a quatre ministres communistes au gouvernement pour gérer la « relance sélective ». De deux choses l'une : soit le génie de ces ministres compense à lui seul les 400 F de différence ; soit ils sont devenus les ministres du « vœu pieu ».

ment grossir les rangs des chômeurs. Derrière viennent les gros bataillons qui seront jetés à la rue par les restructurations (textile, sidérurgie) ou les manœuvres des trusts nationalisables (électronique).

Le Programme commun de gouvernement de 1972 prévoyait : « La nouvelle législature sociale abolira le droit discrétionnaire de licenciement, toute décision correspondante devant être soumise au comité d'entreprise avec possibilité d'un recours suspensif devant les juridictions du travail. » L'État assurera que tout licenciement est accompagné de mesures de reclassement préalable assurant une équivalence de qualification. » C'est le moment ou jamais de mettre ces beaux projets en pratique.

Ensuite, parce que le gouvernement a renoncé à présenter devant l'Assemblée une loi portant à 35 heures hebdomadaires la durée légale du travail.

Contrairement aux protestations du patronat, il ne s'agit là que d'une mesure légitime et nécessaire à la défense de l'emploi.

En 1976 déjà, la Confédération européenne des syndicats adoptait en congrès une charte revendicative, où figurait en bonne place la revendication des 35 heures. La durée hebdomadaire moyenne du travail est déjà de 33,4 heures en Autriche, de 35,8 en Belgique, de 35,7 en Suède, de 32,8 en Norvège,

Il y a maintenant quarante-cinq ans que les travailleurs français ont arraché la semaine légale de 40 heures. Mais la durée moyenne restait en 1980 de 40,6 heures. Or, depuis 1936, la productivité du travail a été multipliée par quatre et le temps de transport pour se rendre sur les lieux de travail s'est considérablement allongé.

La semaine de 35 heures sans diminution de salaire et avec embauches correspondantes est aussi nécessaire aujourd'hui que la reven-

dication de la journée de 8 heures au début du siècle ou de la semaine de 40 heures en 1936.

En la matière, le gouvernement et les directions syndicales se sont dérobés devant leurs responsabilités à l'occasion des négociations sur le temps de travail en juillet dernier. L'accord signé entre le CNPF et les syndicats, à l'exception de la CGT, et qui doit être prolongé par des accords de branche cet automne, constitue une excellente affaire pour le patronat.

Certes, il généralise la cinquième semaine de congés payés, et c'est toujours ça de pris.

Mais il ne porte la durée hebdomadaire qu'à 39 heures. Le patronat présente ainsi comme une terrible concession ce qui était d'ores et déjà prévu. La semaine de 39 heures, c'est en effet ce que recommandait la commission emploi du VIII^e plan présidée par Jacques Lesourne. Et il est bien connu que le VIII^e plan était un plan tellement anti-ouvrier que le gouvernement Barre n'a pas osé le maintenir à l'ordre du jour de l'Assemblée avant les élections présidentielles.

La semaine de 39 heures ne créera pratiquement pas d'emplois.

En 1977, alors que la durée hebdomadaire moyenne du travail était encore de 42 heures, une étude gouvernementale estimait que le passage à une semaine de 38,7 heures entraînerait la création de 280 000 emplois. Or, il s'agissait à l'époque d'une réduction de plus de trois heures de la durée hebdomadaire moyenne. Aujourd'hui, avec une durée moyenne de 40,6 heures en 1980, l'application de l'accord signifierait une réduction d'une heure à peine, et compensée pour une bonne part par des gains de productivité et une réduction de l'absentéisme.

En échange de cette concession en trompe l'œil, le patronat a obtenu par les accords de

juillet la libre disposition de 130 heures supplémentaires. Autrement dit, la durée moyenne réelle du travail sera toujours plus proche de 41 heures hebdomadaires. Mais, surtout, ce contingent permettra aux patrons de mieux adapter le rythme et l'intensité de la production aux fluctuations des commandes. Il s'inscrit directement dans le projet d'aménagement annuel du temps de travail pour lequel le CNPF se bat d'arrache-pied depuis trois ans.

Enfin, l'accord entre le patronat et les syndicats, puis les négociations par branche, permettent au gouvernement et à l'Assemblée de se dessaisir du problème du temps de travail : puisque les partenaires sociaux se sont mis d'accord, il n'y a pas lieu de prendre des décisions autoritaires, n'est-ce pas ? Donc, pas de loi. Comme si la détermination de la durée du travail n'était pas un problème clef pour la politique économique du gouvernement ! Comme s'il ne s'agissait pas d'une décision politique au même titre que le montant du smic et la réforme de la fiscalité !

Le véritable droit à l'emploi c'est le droit à un emploi stable.

4 500 000 personnes, soit 20 % des salariés ne disposent aujourd'hui que d'un emploi précaire : personnel non titulaire de la fonction publique et des collectivités locales, travailleurs et travailleuses à temps partiel ou sous contrats à durée déterminée, ouvriers et employés placés par des agences d'intérim. Il faut en finir avec ces emplois précaires sans statuts, sans garanties et souvent sans droits. En exigeant la titularisation des personnels auxiliaires, l'abrogation des lois sur le temps partiel et des contrats à durée déterminée, la fermeture des agences d'intérim et le monopole de l'ANPE sur le recensement et la distribution des emplois.

Enfin, il faut ouvrir l'accès à l'emploi aux femmes désireuses de travailler et aux jeunes à la recherche d'un premier emploi. Il ne suffit pas pour cela de rendre un emploi à ceux et celles qui l'ont perdu. Il faut reconnaître réellement le droit à l'emploi en appliquant la règle: travailler moins pour travailler toutes et tous.

3. Rendre la Sécurité sociale aux travailleurs

Pour financer les mesures sociales adoptées en juin, le gouvernement Mauroy a tendance à confondre les caisses de l'État et celles de la Sécurité sociale, pour pouvoir puiser dans les secondes. Cela revient à faire payer par les travailleurs ce qui leur est concédé par ailleurs.

Cette confusion est intolérable.

La Sécurité sociale est et doit redevenir une Mutuelle générale des travailleurs. Son budget représente une fraction du salaire (salaire

différé) déposé à titre de garantie contre les accidents, la maladie, la vieillesse, etc. Pour peu que l'on retire à la Sécurité sociale le fardeau des charges indues et que l'on fasse rendre gorge aux patrons qui ne versent pas les cotisations, elle n'est pas déficitaire.

Confondre la Sécurité sociale et le budget de l'État, c'est voler aux travailleurs une partie de leur salaire. Cela voudrait dire que la santé des travailleurs, soumise chaque année à un choix budgétaire des députés, pourrait être sacrifiée selon leur bon vouloir tantôt au budget militaire, tantôt au programme nucléaire.

Il faut rendre la Sécurité sociale aux travailleurs, et pour cela, abroger sans tarder les ordonnances de 1967 et chasser les patrons des conseils d'administration.

4. Restaurer et étendre les libertés

a) Pour commencer toutes les lois scélérates (loi anticasseurs, loi Peyrefitte) doivent être

abolies et les juridictions d'exception supprimées (Cour de sûreté, tribunaux militaires). À cela, le gouvernement s'est engagé. Mais il faut aussi une épuration de l'appareil d'État pourri jusqu'à l'os par un quart de siècle d'exercice du pouvoir, comme le démontrent les scandales de l'ancien régime et plus récemment celui du Sac.

b) La restauration des libertés démocratiques ne tolère pas l'inégalité devant le droit et le maintien de citoyens de seconde zone. Les libertés démocratiques doivent s'exercer pleinement dans les entreprises. Les travailleurs immigrés doivent bénéficier dans tous les domaines des mêmes droits que les travailleurs français. Les soldats doivent être reconnus comme des travailleurs sous l'uniforme et jouir des mêmes droits d'information, d'organisation (droit de se syndiquer), d'une solde égale au smic, des transports gratuits, de la garantie de l'emploi à la fin de leur service. Les corps de mercenaires, comme la légion, doivent être dissous.

c) La décentralisation (à rédiger).

d) Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre. Il faut reconnaître le droit à l'autodétermination des Tom et des Dom. Mais l'impérialisme ne se limite pas à la forme la plus voyante du colonialisme. Le gouvernement doit suspendre les ventes d'armes et la forme très particulière de service après vente que constitue la présence de 25 000 hommes de troupe en Afrique et dans d'autres régions du monde. Le gouvernement doit cesser de participer à la campagne de remilitarisation impérialiste. Il doit arrêter les essais nucléaires et la production de nouvelles armes de terreur, prononcer le retrait de la France de l'Alliance atlantique, prendre l'initiative du désarmement.

e) La France doit être une terre d'asile accueillante et sans marchandage pour les

Krasucki côté cour et côté jardin

La direction de la CGT a été la seule à refuser de signer l'accord sur le temps de travail avec le patronat. Elle maintient sa revendication de la semaine de 38 heures tout de suite, qui lui donne à bon compte une image d'intransigeance. Mais, surtout, à l'issue des négociations, Krasucki contestait le principe même de l'accord: « En ce qui concerne la durée dont il est enfin contraint d'admettre la réduction, le CNPF se livre à une opération politicienne. Il prétend lier par ce texte les syndicats à son point de vue à ce sujet, en exigeant qu'elle soit fixée à 39 heures. La délégation de la CGT considère que cette exigence aboutit à utiliser les centrales syndicales signataires pour placer le gouvernement et le

Parlement devant un fait accompli avant le débat et le vote devant fixer la durée légale du travail. Rien ne nécessite que le texte du protocole chiffre par avance la nouvelle durée du travail, dès lors que les positions divergent et que la question doit faire l'objet d'un débat parlementaire et d'une loi avant la fin de l'année. »

Chiche! Krasucki parle ici au nom de la délégation de la CGT. Mais il est aussi membre du bureau politique du PCF. Le groupe parlementaire communiste déposera-t-il à la session d'automne une loi sur le temps de travail? Ou serait-ce enfreindre l'accord de solidarité gouvernementale « jusqu'au niveau des entreprises » conclu avec le Parti socialiste?

opprimés et les persécutés politiques du monde. Ce qui implique notamment que cessent les tractations avec le gouvernement espagnol à propos des militants basques.

IV. Les moyens du changement

Qu'on ne vienne pas nous parler de surenchère. Nous partons de ce qui est nécessaire aux travailleurs. Le gouvernement prétend partir de ce qui est possible pour démontrer que le nécessaire n'est pas toujours possible.

Mais qui définit la frontière entre le possible et l'impossible, et au nom de quels critères.

Ils prennent des airs graves, comme si les limites du possible étaient tracées par une main mystérieuse venue d'ailleurs, une sorte de fatalité vague : la crise, les désordres monétaires, le pétrole hier, les taux d'intérêt aujourd'hui...

Pourtant, tous ces arguments ont fait long feu. Depuis 1974, la bourgeoisie prétendait que le pétrole était le grand responsable. Mais le pétrole ne représente que 20 % des importations françaises, et sa facture seulement 4 % des richesses nationales. Son augmentation n'entre que pour 2 % dans les 12 % d'inflation annuelle depuis plusieurs années.

La véritable racine du mal, c'est la bataille acharnée de la bourgeoisie, et à l'échelle pla-

nétaire, pour développer ses profits en augmentant la productivité du travail, d'un côté, et en développant le chômage pour peser sur les salaires, de l'autre. En 1980, le cap des 20 millions de chômeurs a été franchi dans les pays capitalistes développés : plus de 10 % de la population active en Espagne ou en Grande-Bretagne où se sont produites cet été les premières émeutes du chômage.

La véritable bataille est celle du partage entre les profits et les salaires.

Mauroy avait tout à fait raison de dire dans son discours-programme à l'Assemblée : « Il n'y aura pas de miracle. Il n'existe pas de cagnotte où prélever les revenus versés aux uns sans toucher à ceux des autres. » C'est vrai, il n'y a pas de cagnotte miraculeuse. On ne peut donner aux salaires sans prendre sur les profits.

Aussi, quand le gouvernement répond qu'il est impossible de satisfaire les exigences des travailleurs, il ne s'agit pas d'une impossibilité absolue, matérielle ou physique.

Il s'agit d'une impossibilité politique, du mur de l'argent, tracée par la volonté de la bourgeoisie.

On nous dit : si on augmente les salaires et réduit le temps de travail, les patrons se rattraperont en augmentant les prix.

On nous dit que si les profits sont entamés, les patrons feront la grève des investissements et qu'il y aura davantage de chômage.

On nous dit encore que si les profits sont attaqués, les patrons iront investir ailleurs et videront les caisses en faisant fuir leurs capitaux.

Inflation, chômage, caisses asséchées : au bout de cette spirale infernale, les avantages acquis par les travailleurs seraient anéantis, la petite bourgeoisie exaspérée, le balancier repartirait dans l'autre sens. Tout serait prêt pour un retour en force musclé de Chirac.

Déjà la bourgeoisie mène une politique de harcèlement à tous les niveaux. Sur le terrain économique avec le chantage du CNPF, les manœuvres des nationalisables, la spéculation, monétaire. Sur le terrain institutionnel, elle fera traîner en longueur les projets qui lui déplaisent, grâce au Sénat et éventuellement au recours au conseil constitutionnel. Sur le plan international, elle peut compter sur les pressions économiques et militaires de l'impérialisme américain.

En même temps, elle va s'attacher à réorganiser ses forces politiques, en se gardant de placer tous ses œufs dans le même panier : préparer avec Chirac une véritable machine de guerre contre le mouvement ouvrier, essayer de reconstituer un parti politique de centre droit pour pouvoir jouer si nécessaire une carte d'union nationale, sans négliger l'organisation de ses relais au sein même du Parti socialiste.

Les limites aux revendications légitimes des travailleurs ne sont donc pas fixées d'avance. Elles sont l'enjeu d'une bataille sans pause ni trêve, de la lutte de classe tout simplement.

Pour garantir les conquêtes sociales et démocratiques des travailleurs, il faut prendre en main les leviers de commandes politiques et économiques. Il faut répondre à

Les profits, ça existe

En six ans, de 1974 à 1989, les profits des gros capitalistes ont été multipliés en moyenne par deux. Entre 1978 et 1979 seulement, les profits des vingt plus grosses entreprises privées françaises ont augmenté de 48 % et battu des records.

Que Delors ne vienne pas nous répéter aujourd'hui ce que disait Barre hier : que ces profits sont nécessaires parce qu'ils font l'em-

ploi de demain. C'est Delors lui-même qui déclarait dans une interview au Monde (10 avril 1981) : « Je vois les résultats. Le fameux théorème selon lequel les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain n'a pas joué en France. De 1974 à 1980, les bénéfices des sociétés privées ont augmenté de 21 % en volume, mais leurs investissements ont diminué de 3 %. »

toutes les manœuvres du patronat par un plan de solutions ouvrières qui peut être résumé en six points essentiels :

- Les patrons riposteraient aux augmentations de salaires et à la réduction du temps de travail par les licenciements et la fuite en avant des prix ? Il faut bloquer les prix et interdire les licenciements.
- Les patrons prétendent qu'il n'y a pas de quoi financer les mesures sociales ? Il faut prendre l'argent où il est – il y en a ! – par une réforme fiscale radicale.
- Les patrons bloqueraient l'investissement et laisseraient se délabrer l'appareil de production ? Il faut nationaliser sans indemnité les secteurs clefs de l'économie.
- Les patrons spéculeraient et feraient fuir leurs capitaux ? Il faut la nationalisation de tout le crédit et la centralisation du système bancaire.
- L'impérialisme se livrerait à mille manœuvres et pressions par le biais du commerce extérieur ? Il faut un contrôle de l'État sur l'ensemble du commerce extérieur.

● Rien ne dit, en cas de relance de la consommation, que l'appareil de production serait adapté à la demande ? Toutes les mesures précédentes n'ont de sens que si elles débouchent sur un plan de production et de reconversion, démocratiquement élaboré dans les entreprises, les municipalités et les régions, mais impératif une fois adopté.

Pendant toute sa campagne électorale, Mitterrand promettait une politique de relance modérée à partir du relèvement des bas salaires et de la réduction du temps de travail. Mais dès que cette politique se heurte aux obstacles et aux menaces du capital, plutôt que de les affronter, le gouvernement bat en retraite et se tourne vers une politique de rigueur, autrement dit une politique d'austérité rebaptisée à la française.

Il s'aligne ainsi sur la politique de la social-démocratie européenne. C'est avec une politique de rigueur que Soares a remis en selle le capitalisme portugais, déçu les travailleurs et préparé du même coup son propre naufrage électoral. Élu en 1974 sur un programme de

relance et de nationalisations, le travailliste Callaghan s'est rabattu au bout de six mois sur une politique d'austérité qui a fait le lit de la sanglante Thatcher. Enfin, responsable d'une politique d'austérité, le social-démocrate Schmidt vient de voir son parti perdre la municipalité de Berlin qu'il contrôlait depuis plusieurs décades.

De même qu'il y a un choix fondamental entre la conciliation envers la bourgeoisie et la mobilisation des travailleurs, il y a un choix fondamental entre une austérité au service du capital et une défense intransigeante des exploités. Ces deux choix coïncident.

Il ne s'agit pas de déterminer sur le papier ou sur le tapis vert d'un conseil des ministres quelle est la politique économique la plus rationnelle et efficace sur le papier, quel est le meilleur projet mis au concours entre un quarteron d'énarques.

Il s'agit d'une décision politique. Une politique de plein-emploi et de refus de l'austérité est possible, à condition d'en prendre les moyens. C'est-à-dire d'affronter les fortifications du Capital.

À quoi sert Jobert ?

Beaucoup de travailleurs ont pu se demander à quoi pouvait bien servir ce revenant venu d'ailleurs. Pas la peine de s'interroger longtemps. Il l'a lui-même expliqué, et pour une fois dans la plus grande clarté :

« Jobert : Pour l'exécution de la politique qu'il souhaite, le président de la République pourrait disposer d'une majorité qui ne serait pas toujours exactement la même, tout en conservant une assise solide. Il peut y avoir des majorités diverses en fonction des sujets. Tout le volet dit par M. Giscard d'Estaing "de société" a été voté par la gauche et une partie de sa propre

majorité. Au cours d'un septennat, le président de la République peut nuancer sa majorité, la modifier en fonction des circonstances et en fonction des progressions de sa politique [...]. Question : Vous imaginez des projets de M. Mitterrand votés par la droite et pas par sa propre majorité ? Jobert : Votés aussi par une partie de la droite et de la gauche. Ce sont des notions qui ont le grand tort de diviser la France en deux. Dans la mesure où je peux gommer cette césure, je m'y emploie et je m'y emploierai [...] » (interview au Monde, 11 juin 1981).

V. Six mesures résolument anticapitalistes

Il ne s'agit pas, d'un catalogue arbitraire, mais de six mesures indissociables, cohérentes et complémentaires.

1. Si l'on veut réellement empêcher les patrons de reprendre de la main gauche ce qu'ils sont obligés de céder de la main droite, il faut bloquer les prix et reconnaître aux travailleurs un droit de veto sur les licenciements. On entend souvent l'objection selon laquelle le blocage des prix impliquerait un renforcement de l'appareil bureaucratique de l'État et son contrôle tatillon sur la société. C'est faux si le

blocage s'appuie non sur la prolifération des fonctionnaires, mais sur un contrôle des prix à la source, par les producteurs eux-mêmes, et au niveau de la distribution par les comités de quartier et associations de consommateurs.

2. Une réforme fiscale pour prendre l'argent où il est : faire payer les riches.

La fiscalité en vigueur accroît les inégalités au détriment des plus pauvres et des salariés en général. Par la fraude (bien que difficile à évaluer, elle atteindrait près de la moitié du budget de l'État) plus facile pour les gros revenus non salariaux par la structure même du système. La TVA frappe tous les consommateurs et rapporte plus de la moitié des recettes de l'État, l'impôt sur le revenu représente 18 %, les autres impôts directs (succession, bénéfices, capital) contribuent pour moins de 30 % par les privilèges légaux accordés aux possédants : avoir fiscal, provisions excessives, frais généraux incontrôlés, évasion internationale par le jeu... des filiales (40 % des sociétés déclarent un bénéfice nul, et pourtant elles vivent !).

Il faut renverser la vapeur : réduire massivement les impôts indirects en commençant par supprimer la TVA sur les produits de consommation courante, et établir un impôt fortement progressif sur les bénéfices des sociétés, les héritages, et l'ensemble du capital (y compris les stocks et les machines).

L'efficacité de telles mesures ne dépend pas de la multiplication du nombre de percepteurs, mais de l'ouverture des livres de compte dans les entreprises, de la levée du secret et des codes bancaires, de la mobilisation et de la vigilance des travailleurs et des employés de banque.

3. Pour contrôler l'investissement et la production, il faut nationaliser les secteurs clefs de l'économie.

a) Qui nationaliser ?

Quand un patron vit des commandes de l'État (Dassault)... il doit être nationalisé. Quand un patron ou un secteur vit des subsides de l'État (sidérurgie, Willot), ils doivent être nationalisés. Quand un patron fraude ou fait évader ses capitaux, il doit être nationalisé. Quand un patron est incapable de maintenir l'emploi de ses salariés, il doit être nationalisé.

Mais les nationalisations n'ont pas pour fonction de punir les mauvais patrons, et encore moins de transformer le secteur public en voiture-balai des canards boiteux, en épongeant leurs pertes.

Le but des nationalisations, c'est donc d'abord et avant tout la prise de contrôle de l'investissement industriel et de la production pour les mettre aux services des besoins des travailleurs. C'est ce principe qui doit nous guider. Il n'est pas possible d'établir *a priori* et scientifiquement un seuil qui permettrait d'arracher à la bourgeoisie les leviers de commande économique. Le PCF avait prétendu le

faire, mais il n'a cessé de modifier ce seuil en fonction des discussions politiques : entre 11 et 23 groupes, entre 700 et 1 200 filiales.

La question n'est pas à régler sur le papier mais sur le terrain. Le dernier mot ne doit pas revenir aux experts, quels qu'ils soient, mais aux travailleurs qui connaissent les structures et les ramifications réelles de la production, l'importance respective des entreprises et leurs rapports de complémentarité.

Lors du colloque sur la politique industrielle organisée par le Parti socialiste, le 4 octobre 1980, il était dit que la totalité des biens appartenant aux groupes nationalisés deviendraient propriété de l'État, y compris ceux que « ces groupes auraient tenté de soustraire à la nation par des réformes de structure ».

Aujourd'hui, on voit bien comment le dirigeant de Saint-Gobain, Fauroux, se résigne, à la nationalisation du secteur électronique peu rentable, mais protège son secteur rentable en le plaçant sous contrôle de sa filiale étrangère Olivetti théoriquement non nationalisable.

Les riches, ça existe...

► *L'écart entre les revenus déclarés mensuels va de 1 (minimum vieillesse) à 105. Les 10 % des ménages les plus riches reçoivent plus de 32 % du revenu disponible brut, et le centième supérieur des ménages reçoit à lui seul 9 % du revenu disponible brut.*

► *Le patrimoine est encore plus concentré que les revenus ; 1 % des ménages possèdent 50 % des actions des entreprises et 25 % des logements de rapport. 10 % des ménages possèdent à eux seuls 50 % du patrimoine total de la France, alors qu'à l'autre bout de la chaîne, 50 % des ménages se partagent 3 % du patrimoine. On estime à 600 milliards, l'équiva-*

lent du budget de l'État, l'argent des Français fortunés placé en sécurité en Suisse ou ailleurs.

► *Un exemple : en 1980, 540 patrons ont gagné au seul titre de leurs salaires (sans compter les primes, frais de fonctionnement, et avantages divers) autant que 11 000 smicards. Ils se sont partagé 319 millions de francs lourds dans l'année, alors que le smicard gagnait moins de 30 000 francs bruts (L'Expansion du 6 février 1981).*

Et pourtant, l'impôt sur le bénéfice des sociétés ne représentait plus, en 1980, que 9,3 % des recettes de l'État contre 13,7 % en 1974 !

En ce qui concerne les empires industriels des grandes banques d'affaires (Paribas, Suez, Rotschild), le gouvernement semble vouloir laisser hors du champ des nationalisations, ou rendre au privé, à peu près la moitié de ce qu'elles possèdent. Cela aboutira à des absurdités économiques. Par exemple, dans le bâtiment où Paribas combine une présence importante dans l'immobilier, le contrôle sur les Ciments français, sur Poliet et Chausson, et une influence dominante dans plusieurs entreprises de la construction et des travaux publics. La prise de contrôle de l'ensemble permettrait au contraire l'organisation d'un véritable service public de la construction et du logement en mettant fin aux multiples spéculations dont ce secteur est coutumier.

Pourquoi nationaliser SGPM, Puk ou Rhône Poulenc, et non Michelin (110 000 salariés), BSN (plus de 80 000 salariés) ou Peugeot? Pourquoi nationaliser Paribas mais épargner le groupe Empain Schneider (rien moins que Framatome, Merlin Gerin, Jeumont-Schneider) qu'elle contrôle? Pourquoi nationaliser le secteur militaire de Matra et épargner Hachette, dont la nationalisation est réclamée

Puisqu'ils le disent...

Roger Martin, PDG de Saint-Gobain Pont-à-Mousson: « Si la gauche nationalise SGPM, désossera-t-elle le groupe? Tout ça fait un tout. Si on s'amuse à le découper en rondelles, il ne restera rien [...]. La seule chose qui compte c'est de savoir si les propriétaires, qu'ils soient publics ou privés, acceptent la réalité biologique de l'entreprise. » (Interview au Matin, 26 mai 1981.)

Jean-Luc Lagardère, PDG de Matra: « Les activités de défense, je le rappelle, constituent

par une déclaration commune des fédérations CGT de la métallurgie, du livre, des PTT, de l'État, et du Syndicat national des journalistes (du 9 avril 1981)?

Les travailleurs n'ont pas à se laisser enfermer dans une querelle juridique sur les filiales et l'imbroglie que constituent les trusts.

Les critères pratiques sont autrement clairs et fonctionnels. Ils exigent la nationalisation des branches technologiquement avancées (électronique, informatique...), des branches en crise (sidérurgie), des branches clefs pour la planification démocratique fondée sur les besoins sociaux des travailleurs (santé, bâtiment, loisirs), des moyens de production de l'information...

Le gouvernement a annoncé pour l'instant onze nationalisations, Qu'au moins il les fasse pour de bon.

Mais, même dans ce cas, avec à peine 1 % des entreprises et moins de 20 % des effectifs salariés, l'État n'aura pas entre les mains les moyens d'une planification efficace.

b) Comment nationaliser?

Nous répondons sans indemnisation des capitalistes et sous contrôle des travailleurs.

le creuset technologique, méthodologique, humain, financier et, pendant au moins cinq ans encore, elles nourriront le groupe. Tout le monde comprend ce que signifierait la coupure prématurée du cordon ombilical. Par ailleurs, l'esprit Matra est un et indivisible [...]. » (Allocution à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 29 juin 1981.)

Ils sont donc d'accord pour dire que « ça » fait un tout et qu'il faut tout leur laisser, ou tout prendre. Et bien, prenons tout!

Rembourser aux capitalistes ce qu'ils ont accumulé sur le dos des travailleurs, ce serait cher et injuste. Ce serait leur permettre de déplacer et de regrouper leurs capitaux dans les secteurs les plus rentables (comme ce fut déjà le cas à la Libération).

Leur laisser leurs actions en leur retirant seulement le droit de vote, ce serait maintenir à leur profit l'exploitation des travailleurs du secteur public et ménager en outre la possibilité de rétablir un jour ou l'autre ce droit vote. Ce serait rendre ces nationalisations réversibles.

La seule nationalisation franche, c'est donc la nationalisation sans indemnité pour les capitalistes. C'était d'ailleurs le principe retenu par le programme du Parti socialiste, « Changer la vie »: « L'indemnisation des actionnaires expropriés fera l'objet d'une solution équitable. Une distinction essentielle sera faite entre les petits et moyens actionnaires vivant de l'épargne réalisée et les héritiers des grandes familles bourgeoises. La nationalisation, en effet ne doit pas conduire à reconstituer sous une forme ou une autre les concentrations de fortune et de pouvoir qu'elle vise à briser » (p. 73). Il est vrai que c'était en 1971...

c) Nationalisation sous contrôle ouvrier: la nationalisation ne modifie réellement la situation des travailleurs que si elle unifie leur statut et leurs avantages (par exemple alignement des salaires de l'aéronautique sur Dassault et non de Dassault sur la Snias), si elle leur ouvre le droit de contrôle sur les effectifs et l'organisation du travail, le droit de regard sur les livres de compte. Quant à la question débattue entre le PC et le PS pour savoir si les PDG doivent être nommés ou élus, elle est mal posée. Dans un cas comme dans l'autre, le PDG restera un PDG. Tant que nous sommes en système capitaliste, les travail-

leurs doivent exercer leur contrôle sans prendre la responsabilité de la gestion. Ce qu'ils doivent exiger c'est le droit de pouvoir révoquer le PDG en cas de conflit sur la gestion ou l'organisation du travail.

4. Pour contrôler pleinement l'investissement et faire face à la spéculation ou à la fuite des capitaux, il faut nationaliser tout le crédit et centraliser le système bancaire. Les banques étrangères ont en France un bilan équivalent à celui de la Société générale (12 à 15 % des dépôts totaux). En cas de nationalisation des banques françaises, elles constitueront un refuge et un canal rêvé pour l'évasion des devises, comme ce fut le cas au Portugal en 1975.

Il y a actionnaires et actionnaires

La différence entre gros et petits actionnaires existe bel et bien, même si la structure de l'actionnariat n'est pas facile à démêler.

► *En 1977, une étude de l'Association des grandes entreprises, peu suspecte, estimait que 29 % seulement des actions seraient détenues par des petits porteurs et 3 % par les sicav. D'après cette étude, les petits actionnaires indemnisables n'auraient donc représenté qu'un tiers de l'actionnariat, et encore d'après un critère discutable puisqu'étaient considérés comme petits porteurs les détenteurs de moins de cent actions, sans faire entrer en ligne de compte la valeur des actions et leur ventilation.*

► *À la même date, une étude de l'Insee concluait que 5 % des ménages posséderaient 42 % des actions de sociétés, 35 % des sommes déposées sur comptes-chèques et 3° % du patrimoine immobilier. En somme, une solide part du gâteau. On est en droit de considérer que ces 5 % ne sont pas à proprement parler des petits épargnants.*

C'est toutes les banques qu'il faut donc nationaliser puis unifier, vers une banque unique, avec assignation de chaque entreprise à un compte unique. À cette condition seulement le système bancaire offrira une vision claire et transparente des mouvements financiers et deviendra un instrument efficace de la planification

« Les banques étrangères seront-elles laissées de côté ? Le Programme commun prévoit que l'activité des banques étrangères soit encadrée par le contrôle de la banque de France. Or, depuis 1972, la domination du crédit national par des groupes financiers multinationaux et le développement d'opérations de la France en euros ont pris des proportions telles

► *Toujours à la même date, le PCF, synthétisant plusieurs sources officielles, estimait que 25 000 actionnaires (soit 2,5 % du total) posséderaient à eux seuls 36 % du patrimoine et que, sur un million d'actionnaires recensés, 30 % étaient des inactifs non retraités, c'est-à-dire des gens qui vivent du travail d'autrui. Non indemnisables.*

► *Enfin, la commission des opérations en Bourse a publié cette année même une étude sur la structure de l'actionnariat. Le nombre d'actionnaires serait passé de 1 million en 1975 à plus de 2 millions début 1980, du fait de la loi Monory et de l'extension de l'intéressement des salariés. Mais, sur cette masse, la plus grande part n'est qu'une poussière d'actionnaires petits épargnants (17 % ont moins de 5 000 F d'actions). En revanche les cadres et les inactifs représentent toujours 66 % de l'actionnariat. C'est chez eux qu'il faut chercher les non-indemnisables.*

qu'elles mettent en cause l'indépendance de notre pays... Que vaudrait la nationalisation du crédit et de la banque si on ne brisait pas la tutelle des syndicats bancaires multinationaux. En réalité, ce ne serait pas une véritable nationalisation. Philippe Herzog, aujourd'hui membre de la direction du PCF (*Économie et politique*, décembre 1977). Vérité en deçà de la participation de ministres communistes au gouvernement, mensonge au-delà ? Et vice-versa...

5. Pour tenir tête aux pressions de l'impérialisme et déjouer la fuite des capitaux, il faut un contrôle généralisé de l'État sur le commerce extérieur.

S'il y a relèvement substantiel du pouvoir d'achat, l'appareil de production national n'est pas nécessairement adapté d'emblée à la demande. Et la restructuration peut prendre un temps pendant lequel la montée des importations favorise l'inflation. C'est ce qui s'est passé au Chili et au Portugal.

Le commerce extérieur constitue d'autre part un canal privilégié d'évasion de capitaux par les jeux sur les facturations et les délais de paiement.

Ce sont deux bonnes raisons pour établir un monopole d'État sur le commerce extérieur et intégrer ainsi la direction du commerce extérieur aux choix du plan.

Il s'agit là d'une mesure politique autant qu'économique, de défense des conquêtes des travailleurs face aux pressions impérialistes. Elle ne se conçoit pas dans une logique de construction d'un socialisme national enfermé dans ses frontières, mais dans la perspective d'une extension des conquêtes à l'échelle continentale. Au vu de l'écho de 1968 en Europe, on peut imaginer, dans le contexte de la crise actuelle, l'élan et la solidarité que

susciteraient des mesures résolument anticapitalistes en France.

Quant à des mesures impérialistes de type blocus ou boycott, on peut toujours les envisager, mais il faut prendre en compte les inconvénients qu'il en résulterait pour l'impérialisme lui-même, du fait de l'interdépendance des économies européennes et du fait que la France n'est pas un petit pays facilement insolvable, mais l'une des cinq premières puissances industrielles.

6. Le lien entre ces mesures et leur couronnement, c'est évidemment la planification.

Les nationalisations en soi ne règlent rien, si la concurrence continue comme avant, si elles ne servent pas à un plan d'ensemble de redéfinition des priorités industrielles.

La nationalisation du crédit ne sert à rien si elle ne permet pas un financement rationnel de ce plan.

Le monopole du commerce extérieur n'a pas de sens s'il ne permet pas de traduire et de prolonger sur l'arène internationale les options du plan.

Le gouvernement parle aujourd'hui beaucoup de revaloriser le plan et il compte même dans ses rangs un ministre du Plan. Mais les nationalisations prévues ne donnent pas les moyens d'une véritable planification, et puis il y a plan et plan. Le plan envisagé se limiterait à conclure des contrats de plan entre le gouvernement et les grandes entreprises des principales branches. Ce qui revient à soumettre son application au bon vouloir des capitalistes.

L'expérience a déjà été faite. En 1974, le gouvernement travailliste en Grande-Bretagne a proposé 22 contrats de plan... Un seul a été signé!

Michel Rocard, l'actuel ministre du Plan, énonçait en 1976 «quelques évidences» devant

un parterre de patrons rassemblés par le journal *L'Expansion* : «La première, c'est que l'écrasante majorité des entreprises restera privée. Il en résulte que le succès économique d'une expérience de gauche, nous le savons, dépendra de ce que seront vos attitudes de producteurs, d'investisseurs, de vendeurs. C'est clair! La France aura besoin, et par là même un gouvernement de gauche chargé de la gouverner, de chefs d'entreprise nombreux, actifs, performants. La deuxième, c'est que le système de régulation restera le marché... On ne biaise pas avec le marché, sa logique est globale, et une entreprise, fût-elle publique, qui produit dans une économie ouverte, est obligée d'en respecter les contraintes.» En un sens, Rocard avait raison : soit une économie dominée par le marché et la recherche des profits, soit une économie soumise par le plan aux besoins des travailleurs. On ne louvoie pas entre les deux.

Or, le ministère du Plan a été confié au champion du marché. C'est tout dire.

VI. Le moyen des moyens : la mobilisation unitaire

Entre la politique du gouvernement et ce que nous proposons, il n'y a pas une simple différence quantitative dans les revendications. Souvent, les ministres, ceux d'hier comme ceux d'aujourd'hui, présentent les questions économiques comme s'il s'agissait de problèmes techniques à résoudre par une mobilisation de compétences et d'experts.

C'est une façon de cacher le sens et l'enjeu politique des choix qui sont faits.

Les experts sont utiles, à condition que l'on ait préalablement défini en toute clarté si l'on choisit de défendre les intérêts des exploités ou de ménager ceux des exploités.

Dès lors, les choix économiques apparaissent pour ce qu'ils sont réellement des choix sociaux,

des choix de classe, qui déterminent des différences de buts aussi bien que de moyens.

Nous savons qu'il est impossible de défendre l'emploi et le pouvoir d'achat dans la crise sans s'attaquer aux mécanismes de base du capitalisme. Il y aura donc une lutte, une lutte acharnée, dont les hausses de prix, les licenciements, les restructurations, les mouvements de capitaux ne sont que les manifestations multiples du côté des capitalistes.

Contre les armes variées des capitalistes, l'arme principale des travailleurs c'est leur nombre et le rôle irremplaçable qu'ils jouent dans la production et la répartition des richesses. C'est donc leur mobilisation unitaire à partir des lieux de travail, leur organisation unitaire et démocratique à tous les niveaux pour arracher et garantir leurs revendications.

Une mobilisation sérieuse pour la défense du pouvoir d'achat met à l'ordre du jour la nécessité d'un contrôle des travailleurs sur les prix – à la production comme à la consommation – et la définition d'un indice unique des organisations syndicales ; la publicité et le contrôle des salaires et des primes dans les ateliers et services pour veiller à l'application du principe : à travail égal salaire égal ; le contrôle sur la formation professionnelle pour la défense des rémunérations correspondant à la qualification.

La mobilisation sérieuse pour la défense de l'emploi implique : le droit de veto des travailleurs sur les licenciements ; le contrôle sur les cadences et le chiffrage des embauches nécessaires à la réduction du temps de travail ; un contrôle sur les stocks, les commandes, les capacités des machines, l'organisation du travail, bref un contrôle généralisé sur la production.

La mobilisation sérieuse pour les nationalisations et contre le sabotage capitaliste suppose la levée du secret bancaire, l'ouverture

des livres de comptes, le contrôle sur les investissements, la production et les échanges.

1. L'unité reste à conquérir

L'efficacité de ces mobilisations n'est concevable que dans l'unité et la démocratie la plus large.

Or, le mouvement ouvrier vient de connaître trois années de division acharnée, qui a freiné sa riposte à la politique d'austérité et ébranlé sa confiance en ses propres forces. Les effectifs syndicaux ont reculé. L'année 1980 est celle où l'on a enregistré le moins de journées de grève depuis trente ans, alors que les motifs ne manquaient pas.

C'est pourquoi Mitterrand peut compter sur l'état de grâce : parce qu'à la différence de 1936 la victoire électorale n'a pas été précédée d'un élan unitaire et parce qu'elle en paraît d'autant plus inespérée et fragile à beaucoup.

Le changement de ton du PCF et l'entrée de ministres communistes au gouvernement

Solidarité gouvernementale jusque dans les entreprises...

« Conscients des devoirs que leur dicte la situation, les deux partis se déclarent décidés à promouvoir la politique nouvelle qu'ont choisie les Françaises et les Français en élisant François Mitterrand à la présidence de la République. Ils le feront à l'Assemblée nationale dans le cadre de la majorité qui vient de se constituer ; ils le feront au gouvernement dans une solidarité sans faille ; ils le feront dans les collectivités locales et régionales, dans les entreprises, en respectant les fonctions propres des institutions et des partis [...] » (extrait de l'accord entre le PC et le PS du 23 juin 1981).

n'ont en rien réglé la question de l'unité, qui ne se confond pas avec la solidarité ministérielle.

Nous avons en vérité maintenant une unité gouvernementale au sommet, pour faire appliquer les mesures décidées par les ministres, et une division syndicale à la base entretenues par les directions qui continuent leur guerre d'influence.

Nous avons l'unité pour censurer les luttes et limiter les revendications, et nous avons la division pour étouffer dans l'œuf la volonté de se mobiliser pour aider le gouvernement, faire pression sur lui, le forcer au besoin s'il se fait tirer l'oreille.

La bataille pour l'unité des travailleurs, pour l'unité ouvrière, à commencer par l'unité syndicale, demeure donc d'une actualité brûlante. C'est-à-dire, la bataille pour des réunions et des assemblées intersyndicales sur les lieux de travail pour déterminer en commun les revendications et les formes de lutte ; la bataille pour l'unité d'action systématique dans la perspective de l'unification syndicale, d'une centrale unique et démocratique de tous les travailleurs.

Mais la bataille pour l'unité, c'est aussi celle de l'unité de toutes les organisations qui se réclament de classe ouvrière dans l'action politique. Depuis un an et demi, la campagne lancée par la pétition pour l'Union dans les luttes, à l'encontre de la politique de division des directions des partis et des syndicats, a montré que des militants socialistes, communistes, révolutionnaires ou sans-parti pouvaient agir ensemble et se battre côte à côte.

À l'avenir, face aux grandes épreuves que la lutte de classe nous réserve, il faudra faire mieux encore. L'unité doit s'élargir et se consolider, s'enraciner à la base à travers des comités unitaires d'action. C'est la condition pour

que la défense des intérêts des travailleurs ne reste pas suspendue aux tractations et aux querelles d'états-majors.

C'est la condition pour que la mobilisation se fasse dans l'unité mais aussi dans l'indépendance de classe, sans subordonner les revendications urgentes à l'accord des ministres bourgeois du gouvernement, à la légalité reconnue par la Constitution réactionnaire de 1958 (elle-même produit d'un coup d'État) ou aux diktats du patronat.

Division syndicale

« Notre conseil national vient de tirer les leçons de l'unité d'action avec la CGT entre 1966 et 1979. Cette unité d'action a permis des progrès, mais elle a montré des limites sérieuses. Elle a fluctué au rythme des relations PC-PS. Elle a été trop programmatique et a semblé quelquefois renvoyer la satisfaction des revendications au champ politique. Enfin, elle a figé une coupure du mouvement syndical en deux : les combattifs d'un côté et les négociateurs de l'autre » (interview d'Edmond Maire au Monde, 26 mai 1981).

« Nous nous sommes rencontrés par ci par là (avec Edmond Maire). Nous nous sommes téléphoné et écrit. Mais je ne pense pas que la CFDT tienne à une réunion formelle au sommet, qui aboutirait à un constat de désaccord » (Georges Séguéy, interview au Monde du 6 juin 1980). Les nuances diplomatiques de ces déclarations au sommet couvrent la plupart du temps une division acharnée au niveau des fédérations. Quant à la direction de Force ouvrière, elle a tenu une réunion exceptionnelle pour dénoncer solennellement l'entrée de ministres communistes au gouvernement !

2. Un véritable gouvernement des travailleurs

Un gouvernement qui voudrait réellement agir au bénéfice des travailleurs encouragerait ces mobilisations et s'appuierait sur elles pour faire face aux pressions des capitalistes et de l'impérialisme. C'est de là qu'il tirerait sa force principale.

Aujourd'hui, le Parti communiste et le Parti socialiste ont la confiance de millions de travailleurs, ils sont majoritaires dans le pays. Avec tous ceux qui voient en eux des instruments de lutte contre la crise, nous leur disons : rompez avec la bourgeoisie, prenez réellement entre vos mains le pouvoir nécessaire pour s'attaquer aux racines de la crise.

Nous avons quant à nous des divergences inconciliables avec les directions de ces partis, tant sur les buts que sur les moyens. Mais nous ne demandons pas aux militants socialistes ou communistes de nous croire sur parole. Nous proposons à leurs partis de nous mobiliser ensemble pour dresser face au patronat le front de l'unité ouvrière. Nous tirons ensemble, pas à pas, les leçons de la lutte.

La crise est celle de la bourgeoisie et de son système. Il n'est pas possible d'en sortir en ménageant ses intérêts. C'est pourquoi nous exigeons des partis se réclamant de la classe ouvrière qu'ils rompent avec la bourgeoisie et brisent toutes les chaînes qui mettent les travailleurs sous la dépendance de leurs exploiters.

Le PS et le PS sont majoritaires, et large-

ment, comme ils ne l'ont jamais été. Qu'ils gouvernent ensemble, mais pas pour gérer la crise. Qu'ils répondent positivement aux revendications que les travailleurs jugent nécessaires et non à ce que les patrons prétendent possible ! Qu'ils se débarrassent de l'alliance avec les partis bourgeois, grands ou petits, à commencer par les radicaux et gaullistes de gauche ! Qu'ils abrogent la Constitution réactionnaire de 1958, dénoncée en son temps par Mitterrand comme par le PC ! Qu'ils déchirent les pactes et contrats passés avec l'impérialisme et reconnaissent le droit à l'indépendance des peuples des Tom et des Dom ! Qu'ils rendent des comptes aux travailleurs qu'ils disent représenter.

VII. Il faut un parti révolutionnaire : avec la LCR, engageons-nous ensemble à le construire

Parmi les millions de travailleuses et de travailleurs qui ont assuré la victoire de Mitterrand le 10 mai et une majorité pour le PS et le PC, le 21 juin, la plupart l'ont fait pour en finir avec Giscard et battre la droite.

Ils ont vu là le premier pas vers un changement véritable auquel ils aspirent. Ils n'ont pas donné pour autant un chèque en blanc à Mitterrand ou une adhésion inconditionnelle au programme gouvernemental de la nouvelle majorité.

Parmi ces millions de travailleuses et de travailleurs, nombreux sont celles et ceux qui ont en mémoire les compromis dont le Parti

socialiste est coutumier et les revirements cyniques du Parti communiste. Ils ne sont pas prêts à oublier les effets et les responsabilités de trois années de division acharnée.

Ils commencent déjà à faire l'expérience des reculades, des reniements, des concessions au patronat et des promesses non tenues.

Il ne manquera pas de voix pour s'élever dans les syndicats, et au sein même du PS et du PC, contre la politique de leurs dirigeants.

Mais ces voix dispersées ne pèseront pas d'un grand poids si n'apparaît pas une organisation révolutionnaire suffisamment forte et implantée pour ouvrir la voie à une lutte résolue, sans merci, contre le capitalisme et sa crise, capable de comprendre et d'agir.

Avec des forces limitées, nous avons fait tout le possible pour combattre la division et en renverser le cours. Aujourd'hui, les tâches qui nous attendent seront plus lourdes encore, plus complexes et variées.

Plus nous serons présents dans un grand nombre d'entreprises, de banques, d'administrations, mieux nous serons en mesure de coordonner la lutte, de définir les propositions concrètes adaptées, de déjouer les manœuvres patronales.

La LCR prendra toutes ses responsabilités dans le combat pour la construction d'un parti et d'une Internationale capables de peser sur le cours de la lutte des classes. Il est de la responsabilité de chacune et de chacune de contribuer à lui en donner les forces.

Manuscrit, 1981